

Diversification économique : Expériences de quelques pays pétroliers

التنوع الاقتصادي : تجارب بعض البلدان النفطية

Mimoune Lynda*, Université Akli Mohand Oulhadj-Bouira (Algérie)

Mancer Ilyes, Université Akli Mohand Oulhadj-Bouira (Algérie)

Date de réception : 28/02/2023 ; **Date de révision** : 11/06/2023 ; **Date d'acceptation** :
20/06/2023

Résumé : Dans cet article, on essaie d'étudier les expériences de diversification économique de quelques pays bien dotés en pétrole. Les pays visés sont des pays en développement ayant réussi à échapper au piège des ressources naturelles. Pour parvenir à cet objectif, on a recensé les pays qui ont une production significative de pétrole, écarté les pays développés et analysé la structure des exportations des pays restants. Cette analyse a permis de faire ressortir un groupe de pays dont les exportations ne dépendent pas des hydrocarbures. L'étude de différents aspects des économies des pays sélectionnés a mis en exergue le fait que chaque expérience est différente des autres et ce en raison de la différence des facteurs humains, naturels et historiques. Il existe, néanmoins des points communs relatifs aux politiques publiques efficaces, aux institutions nationales, à l'entrepreneuriat et à l'attraction des capitaux étrangers.

Mots-clés : Diversification ; Ressources naturelles ; Croissance ; Restructuration économique ; Politiques publiques.

Codes de classification Jel : O13 ; O57 ; Q32

Abstract: In this article, we try to study the experiences of economic diversification of some countries well endowed with oil. The target countries are developing countries that have successfully escaped the natural resource trap. To achieve this objective, countries with significant oil production have been identified, developed countries have been excluded and the export structure of the remaining countries has been analyzed. This analysis has made it possible to highlight a group of countries whose exports do not depend on hydrocarbons. The study of different aspects of the economies of the selected countries has highlighted the fact that each experience is different because of the difference in human, natural and historical factors. There are, however, commonalities relating to effective public policies, national institutions, entrepreneurship and the attraction of foreign capital.

Keywords: Diversification ; Natural Resources ; Growth ; Economic Restructuring ; public policies.

Jel Classification Codes : O13 ; O57 ; Q32

* Auteur correspondant, l.mimoune@univ-bouira.dz

I- Introduction

La diversification économique et ses bienfaits peuvent être la réponse aux risques du phénomène de concentration qui est à l'origine de l'instabilité des recettes d'exportation. Dans le présent article, on essaie d'étudier les expériences de diversification économique de quelques pays bien dotés en pétrole, occupant une place significative dans la production mondiale mais qui ont gagné le pari de la diversification. Les pays visés par cette étude sont des pays en développement ayant réussi à échapper au piège de la rente des ressources naturelles.

Pour parvenir à cet objectif, on a recensé, dans un premier lieu, tous les pays qui ont une production significative de pétrole sur la période 2009-2019. La production de l'Algérie, pays pétrolier par excellence, ne représente que 1,8 % de la production mondiale, durant cette période. Dans un deuxième lieu, on a écarté tous les pays développés producteurs de pétrole (Canada, Etats-Unis, Russie, Chine, Norvège, Grande Bretagne), ces pays ont entamé leur processus de développement bien avant la découverte du pétrole et son exploitation à l'échelle industrielle. La Chine, bien qu'officiellement classée comme pays en développement, a enregistré une croissance économique forte et soutenue ce qui l'a hissée au rang de deuxième économie mondiale, juste derrière les États-Unis¹.

L'analyse de la structure des exportations des pays considérés (excepté les pays développés), nous a permis de ressortir un échantillon de pays dont les exportations ne dépendent pas des hydrocarbures (ce poste représente moins de 50% de leurs exportations totales). Cet échantillon regroupe des pays en développement bien dotés en pétrole, ayant un poids dans la production mondiale de cette ressource mais qui ont échappé au piège de la dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière. C'est les expériences de diversification économique de ces pays qui nous intéressent dans le présent article.

II- Les principaux pays producteurs de pétrole

L'usage du pétrole remonte à l'antiquité, mais l'approvisionnement était limité aux affleurements naturels de pétrole, et au pétrole trouvé en creusant des puits pour trouver de l'eau potable ou de la saumure. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le pétrole devient la principale source énergétique à l'échelle mondiale. Le développement économique et industriel dépend grandement de cette ressource et la course des différents pays pour assurer leur sécurité énergétique a conduit à des affrontements et des conflits lourds de conséquences. Il n'est donc pas exagéré que d'affirmer que le pétrole a façonné l'histoire du vingtième siècle.

Quels sont donc les pays qui contribuent significativement à la production mondiale de pétrole ? et quel est leur niveau de consommation de la même ressource ? La confrontation de la production et la consommation de chaque pays donne déjà une première idée de la dépendance du pays par rapport au pétrole. Un écart important entre production et consommation dénote d'une orientation prononcée vers l'exportation à l'état brut de la matière première, tandis qu'un écart faible ou négatif peut signifier que le pétrole produit est consommé à l'intérieur pour alimenter la croissance économique.

Les réserves prouvées sont également un facteur déterminant dans la politique énergétique des pays. Un niveau important des réserves pousse les pays à engager d'importants investissements en vue de l'extraction et de l'exploitation de la richesse souterraine.

Tableau 1 : Production et part dans la production mondiale de pétrole des principaux pays producteurs (2009-2019)

¹ D'après la Banque Mondiale, la Chine a réalisé en 2020, 14 722 730,70 millions de dollars US contre 20 936 600,00 millions de dollars US pour les Etats-Unis pour la même année.

Rang	Pays	Production moyenne 2009-2019 (1000 baril/jour)	Part dans la production mondiale (%)	Rang	Pays	Production moyenne 2009-2019 (1000 baril/jour)	Part dans la production mondiale (%)
1	Arabie Saoudite	11416.00	12.84	14	Norvège	1964.09	2.21
2	Etats-Unis	11291.27	12.7	15	Qatar	1845.36	2.07
3	Russie	10899.64	12.26	16	Kazakhstan	1738.73	1.95
4	Canada	4386.09	4.93	17	Angola	1687.00	1.9
5	Iran	4187.73	4.70	18	Algérie	1580.82	1.8
6	Chine	4032.82	4.53	19	Grande Bretagne	1073.27	1.2
7	Iraq	3587.91	4.03	20	Libye	1029.91	1.16
8	Emirats Arabes Unis	3580.18	4.03	21	Oman	938.60	1.05
9	Koweït	2970.09	3.34	22	Colombie	892.09	1
10	Mexique	2609.09	2.93	23	Inde	889.09	1
11	Brésil	2389.00	2.69	24	Indonésie	885.18	1
12	Venezuela	2379.82	2.68	25	Azerbaïdjan	880.36	1
13	Nigéria	2214.36	2.5		MONDE	85660	100

Source : Elaboré par les auteurs sur la base des données de BP

Il ressort des données du tableau qu'il y a une forte concentration dans la production de l'or noir. Celle-ci est monopolisée à hauteur de 40% par trois producteurs géants (Etats-Unis, Arabie Saoudite et Russie). L'Algérie, dont l'économie est fortement pour ne pas dire totalement dépendante du pétrole, ne contribue qu'à hauteur de 1,8% à la production mondiale.

III- Exportations des principaux pays en développement producteurs de pétrole

Le risque d'utiliser des données du commerce international pour étudier la diversification est de négliger des expériences de diversification associées à des politiques protectionnistes, qui permettent de développer des productions pour le marché national, mais pas de les exporter. Ce risque est toutefois modéré, si l'on croit aux théories à la Linder selon lesquelles l'exportation n'est que le prolongement du marché national.

Dans les années 1960, B. Linder affirme qu'un pays devient exportateur lorsqu'il a d'abord satisfait la demande nationale. Cette demande "locale" permet de lancer la production d'un bien et par la suite d'envisager l'exportation. La diversification des exportations reflète, donc, la diversification du système productif du pays exportateur dans sa globalité.

L'étude de la structure des exportations des pays en développement, grands producteurs d'hydrocarbures, permet de faire apparaître le poids de cette ressource dans le commerce extérieur de ces pays et de donner un aperçu sur le degré de diversification de leurs économies (Tableau 2).

Tableau 2 : Structure des exportations par groupes de produits en 2019

Pays	Total des produits alimentaires	Matières premières d'origine agricole	Minerais et métaux	Combustibles ²	Articles manufacturés	Autres
Algérie				93	6	1
Angola				93	7	
Arabie Saoudite				72	23	4
Azerbaïdjan	4			90		6
Brésil	34	6	14	13	31	2
Colombie	15	4		55	21	6
Emirats Arabes Unis	4		6	41	33	16
Inde	10		4	14	64	8
Indonésie	20	5	5	21	46	2
Iran	8		7	60	24	1
Iraq				96		4
Kazakhstan	6		14	64	13	
Koweït				86	12	2
Libye				92	4	4
Mexique	8			6	83	3
Nigéria				93		7
Oman	6		9	58	27	
Qatar				85	12	3
Venezuela				77	19	4

Source : Elaboré par les auteurs sur la base des données de la CNUCED

Pour avoir une idée sur le degré de diversification économique des principaux pays en développement producteurs de pétrole, on a choisi les critères du poids des combustibles (dont le pétrole) ainsi que l'importance des exportations manufacturières dans la valeur des marchandises exportées par ces pays.

Certains pays présentent une dépendance alarmante de leurs exportations aux hydrocarbures. C'est le cas de l'Algérie, l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Iraq, la Libye et le Nigéria dont les exportations sont constituées quasi intégralement (plus de 90%) de combustibles. Cette dépendance expose ces pays à la volatilité des prix et à l'instabilité des recettes d'exportations. Néanmoins, sur les dix-neuf pays, en développement, ayant une production substantielle de pétrole (supérieure à 1% de la production mondiale durant la période 2009-2019), cinq pays ont des exportations qu'on peut qualifier de diversifiées. En effet, le Brésil, les Emirats Arabes Unis, l'Inde, l'Indonésie et le Mexique, se sont détachés du lot par l'importance de leurs exportations manufacturières et la part des combustibles qui ne dépasse pas la moitié des exportations totales.

On tentera dans la suite de cet article d'étudier le parcours économique de ces cinq pays, l'accent sera mis sur la place du pétrole et sa contribution à la croissance et au développement des autres secteurs de l'économie.

Jusqu'ici, on s'est intéressé à la production de pétrole, mais un pays qui produit une quantité significative de pétrole ne signifie pas nécessairement que c'est un pays exportateur de ce minerai. En effet la confrontation de la production et de la consommation intérieure de pétrole des cinq pays précités met en exergue que seuls les Emirats Arabe Unis ont un excédent significatif de la production par rapport à la consommation de pétrole. Les autres pays ont soit un déficit (Brésil, Inde, Indonésie) ou un léger excédent (Mexique). A priori, on peut conclure

² Combustibles comprend le pétrole et ses dérivés ainsi que le gaz naturel et le gaz manufacturé.

que ces derniers orientent cette importante source d'énergie vers le développement des différents secteurs (agriculture et industrie notamment) de leurs économies.

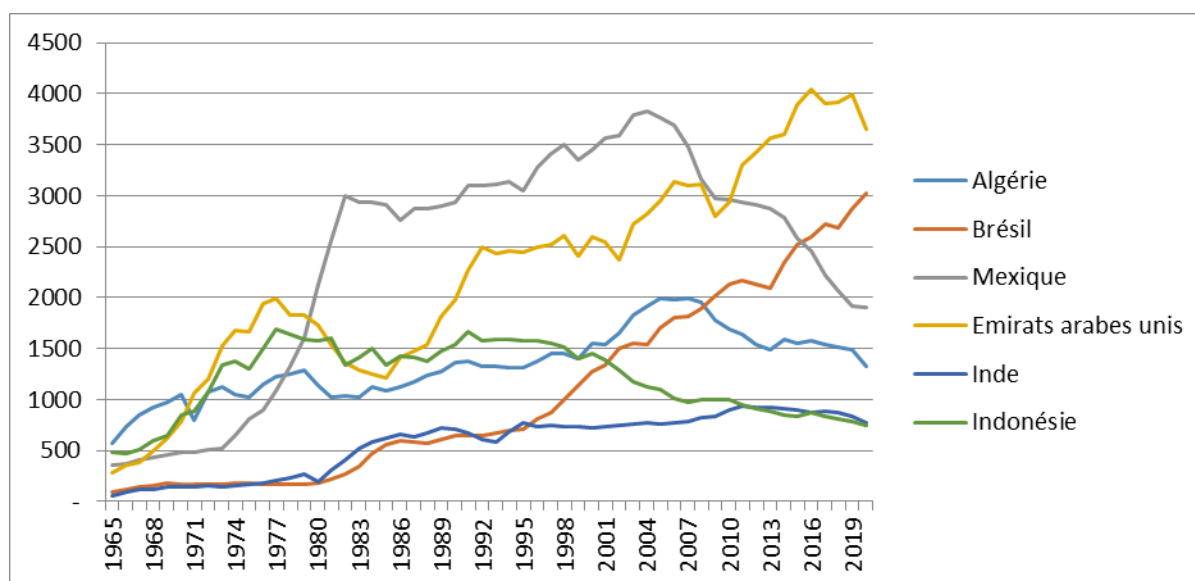
Tableau 3 : Production, consommation et réserves prouvées de pétrole des pays de l'échantillon

	Production moyenne 2009-2019 (1000 baril/jour)	Consommation moyenne 2009-2019 (1000 baril/jour)	Réserves prouvées (1000 million baril) Fin 2020
Algérie	1580.82	388.73	12.2
Emirats	3580.18	872.36	97.8
Brésil	2389.00	2447.00	11.9
Mexique	2609.09	1957.18	6,1
Inde	889.09	4159.09	4.5
Indonésie	885.18	1594.91	2.4

Source : Calculé sur la base des données de BP

Historiquement, l'évolution de la production de pétrole des pays sus-cités n'est pas monotone (graphique 1). On peut constater une tendance haussière, à long terme (de 1965 à 2020), de la production des Emirats Arabes Unis et du Brésil. Les réserves prouvées de ces deux pays sont les plus importantes parmi le groupe. Le Mexique enregistre une franche tendance à la baisse de sa production à partir du début des années 2000, il était pourtant le plus dynamique du groupe dans les années 80. Il faut noter que les réserves prouvées du Mexique ne sont pas très importantes. L'Indonésie connaît une baisse de sa production à partir des années 90. Elle figurait pourtant parmi les grands producteurs dans les années 70 et 80 et avait un niveau comparable à celui des Emirats Arabes Unis. L'Inde est le pays le moins dynamique du groupe, sa production n'a jamais dépassé 1000 baril/jour. Durant la dernière décennie, l'Inde et l'Indonésie ont des niveaux comparables de production. La courbe de production de l'Algérie est globalement ascendante des années 60 jusqu'au milieu des années 2000 où elle amorce une tendance à la baisse.

Graphique 1 : La production de pétrole de quelques pays de 1965 à 2020 (en milliers de baril/jour)



Source : Elaboré par les auteurs sur la base des données de BP

Dans ce qui suit, nous essayons d'étudier le rôle joué par les hydrocarbures dans ces cinq pays, leurs expériences de diversification ou encore comment ont-ils pu éviter l'enlisement dans la dépendance à cette ressource.

IV-Les Emirats Arabes Unis

A l'instar de tous les pays du Golf, les Emirats Arabes Unis ont un sous sol des plus riches en pétrole et gaz dans le monde. Ils ont investi la richesse tirée de l'exploitation de cette ressource dans l'amélioration de la vie de leurs citoyens, le développement de leurs infrastructures et la préparation d'un avenir sans pétrole. Ils ont construit des villes dotées d'infrastructures modernes, leur indice du développement humain est supérieur à 0,8, ce qui les place au même rang voire devant certains pays de l'Union européenne (UE).

Les Emirats Arabes Unis est le seul pays parmi les pays du Golf à avoir réussi à diversifier ses exportations ou du moins à se libérer de la dominance des hydrocarbures. La production de pétrole et de gaz n'y représente que 30% du PIB en 2018³ et les exportations de combustibles (dont le pétrole et le gaz) représente 34% du total des exportations en 2020 (Figure n°1).

L'économie des Emirats Arabes Unis était fondée au début du siècle sur la pêche perlière et le commerce maritime, les Émirats étaient extrêmement pauvres. Il n'y avait presque pas de médecine dans les années 1960 et la plupart de la population était analphabète. L'avènement de l'ère pétrolière a transformé l'économie des Emirats et le niveau de vie de ses habitants. L'exploitation pétrolière a commencé en 1962, dans le territoire de l'émirat d'Abou Dhabi qui demeure le principal producteur de la fédération. Les Émirats arabes unis possèdent, à la fin 2020, des réserves prouvées de pétrole de 97,8 milliards de barils. Ces réserves représentent 5,6% des réserves mondiales, plaçant le pays au 8e rang international⁴.

Aujourd'hui, les Émirats arabes unis (EAU) sont la deuxième économie arabe (en termes de PIB et après l'Arabie Saoudite) et appartiennent aux pays à revenu élevé, même si la route vers cet objectif était différente de celle de nombreux autres pays. Les revenus pétroliers massifs ont permis aux EAU de raccourcir le processus généralement difficile et long d'épargne et d'accumulation de capital nécessaire au développement économique.

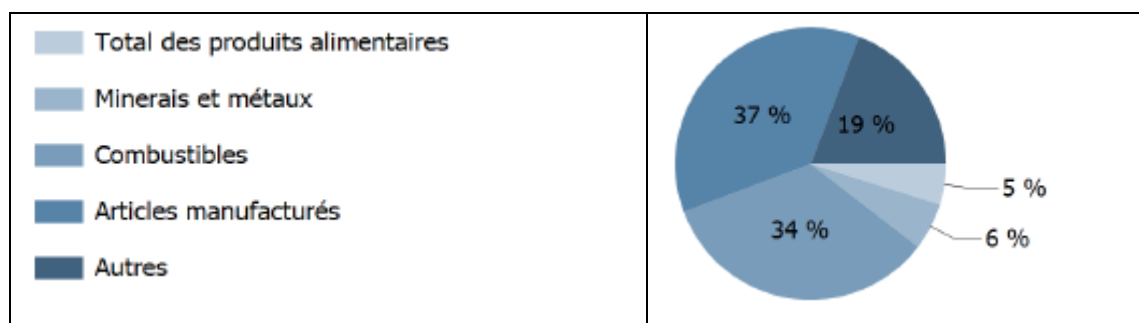
Cependant, la Fédération est confrontée à une double difficulté : une perspective de réduction rapide des ressources pétrolières dans certains Emirats comme Dubaï ainsi que l'imprévisibilité des cours du pétrole. Elle s'est donc engagée, principalement à Dubaï, Sharjah, Abou Dhabi, dans une véritable politique de diversification soit dans l'aval de la filière pétrolière (raffinage, pétrochimie), soit dans les industries fort consommatrices d'énergies (aluminium), soit dans les secteurs manufacturier, commercial et financier. Dubaï s'est positionnée comme une plaque tournante financière, commerciale et logistique pour la région, ce qui aurait été difficile à imaginer il y a cinquante ans.

Cette politique semble donner des résultats probants, les hydrocarbures ne comptent que pour un tiers dans le PIB des Emirats et la part des combustibles (dont le pétrole) dans les exportations totales des Emirats n'est que de 34%.

Figure 1 : Structure des exportations par groupes de produits des Emirats Arabes Unis en 2020

³ KABBANI Nader, BEN MIMOUNE Nejla: Economic Diversification in the Gulf: Time to Redouble Efforts

⁴ BP : Statistical Review of World Energy 2020 | 69th edition



Source : CNUCED, profil pays 2020

La priorité qui est accordée à la diversification explique les facilités que mettent en place les autorités au profit des investisseurs étrangers : défiscalisation des revenus des personnes privées et des entreprises, à l'exception des activités bancaires et pétrolières, libre-circulation des capitaux, multiplication des zones franches.

Les Émirats arabes unis sont en tête des autres pays du Golf en termes de création d'un environnement propice aux affaires et à l'entrepreneuriat. En termes de facilité de création d'entreprise, le score des Emirats, selon l'indice « Ease of doing business » de la Banque mondiale, s'est amélioré d'une façon significative ces dernières années (82 en 2018 contre 76 en 2015, il enregistre un léger repli en 2019 en s'établissant à 81).

Cette diversification est facilitée par les atouts dont disposent les Emirats, parmi lesquels il faut relever⁵ :

- ✓ une main-d'œuvre bon marché : cette main-d'œuvre est cependant essentiellement étrangère. Elle représente près de 80 % de la population de la Fédération ;
- ✓ une énergie peu coûteuse ;
- ✓ une fiscalité quasi-nulle : pas d'impôt sur les sociétés, cependant chaque société étrangère doit trouver sur place un partenaire émirien pour s'implanter. Elle lui verse des royalties en contrepartie de son " sponsoring " qui peut aller de l'aide directe à la pénétration du marché jusqu'à l'inaction et le simple soutien formel et nominal ;
- ✓ la simplicité des procédures de dédouanement ;
- ✓ les facilités offertes à l'implantation des sociétés étrangères, en particulier dans les zones franches ;
- ✓ la qualité des infrastructures et du réseau financier.

Aux Émirats Arabes Unis, comme dans d'autres pays exportateurs de pétrole de la région du Golfe, la motivation de l'étatisme des politiques interventionnistes était de soutenir les secteurs privés émergents. La stratégie de cet État a stimulé les investissements massifs de certains grands complexes industriels pour développer la base productive de l'économie et diversifier les sources de revenus. Le secteur industriel a réalisé des réalisations remarquables notamment en termes d'augmentation du nombre d'entreprises. Les activités industrielles ont été facilitées par des coûts de main-d'œuvre et d'énergie compétitifs, des lois fiscales favorables et une stabilité politique.⁶

En définitive, même si la part des hydrocarbures a nettement diminué dans l'économie des Émirats arabes unis, le secteur énergétique reste au cœur de la croissance et des stratégies de diversification économique émiriennes. Si Abu Dhabi s'est orienté vers le développement de son secteur industriel, Dubaï a massivement investi dans le secteur tertiaire, devenant une référence touristique et financière mondiale.

⁵ Sénat.fr : Rapport GA 21 - Compte rendu de la visite aux Émirats Arabes Unis d'une délégation du Groupe sénatorial France-Pays du Golfe - du 9 au 16 mai 1998 -

⁶ SCHILIRO Daniele : *Diversification and development of the United Arab Emirates' economy*

V- Le Mexique

Avec un PIB de plus 1 076 milliards de dollars en 2020, le Mexique se classe au 14^e rang des plus grandes économies du monde et est la seconde puissance économique en Amérique latine. L'économie mexicaine génère son produit intérieur brut (PIB) principalement dans les secteurs de l'industrie et du tourisme et les remesas (transferts de revenus gagnés à l'étranger par les émigrés mexicains).

Riche en ressources naturelles (notamment en minerais), le Mexique est le 10^{ème} pays producteur de pétrole au monde, si on prend la moyenne de production entre 2009 et 2019. Les revenus liés à cette ressource représentent environ 17% des recettes publiques mexicaines. C'est en 1901 que jaillissait le premier puits de pétrole du Mexique. Tel est le point de départ d'un développement qui devait atteindre son apogée en 1921. A cette époque, le Mexique arrivait au deuxième rang des pays producteurs de pétrole.

En 1940, entrainé en vigueur une réforme constitutionnelle qui consacrait la nationalisation de l'industrie : dès lors non seulement le sous-sol pétrolier appartenait à l'État, mais encore ce dernier pouvait seul en assumer l'exploitation. La nationalisation de l'industrie pétrolière a été un long processus d'intégration de la richesse pétrolière à l'économie interne du pays. Ce pari engagé sur le développement du marché intérieur, sur le progrès économique du Mexique, en somme, réclamait un changement de structure. L'industrie orientée naguère vers l'exportation, comme le prouve l'emplacement des raffineries et des pipe-lines avant 1938, s'est transformée en une industrie chargée principalement de satisfaire les besoins locaux et d'en créer de nouveaux. Le Mexique a pu sortir ainsi du cadre d'une économie dirigée vers l'exportation de matières premières. En effet, si c'est au marché national que l'industrie pétrolière doit son essor, il faut aussi noter que sans le pétrole, l'industrie, l'agriculture et les transports n'auraient pas pu se développer⁷.

Dans l'histoire économique du Mexique, la période de 1930 à 1970 est surnommée le « miracle mexicain ». C'était une période de croissance économique favorisée par un modèle d'industrialisation par substitution des importations (ISI) qui protégea et encouragea le développement des industries nationales. Le modèle ISI a atteint son maximum à la fin des années 1960. Le Mexique s'est donc enfermé derrière une barrière douanière protectionniste qui, en taxant lourdement les produits étrangers, permettait aux entrepreneurs locaux d'écouler leur production sur le marché national. En 1981, la chute des cours du pétrole prive l'État de ses principales ressources financières. Le poids de la dette extérieure est tel que le pays n'a plus les moyens de rembourser ses emprunts. Pour enrayer la fuite des capitaux, le président décide alors de nationaliser le système bancaire.

En effet, la grave crise économique de 1982 s'est concrétisée par la montée brutale du chômage, la croissance de l'inflation, l'affaiblissement de la production industrielle et de la consommation intérieure, mais aussi par la chute des importations et des exportations. Conseillé par les experts du FMI, le gouvernement mexicain a alors imposé une purge radicale au pays, en particulier dans les administrations et les entreprises d'État (licenciement de plusieurs milliers de fonctionnaires, fermeture ou vente de groupes publics non rentables, gel des salaires...). Une grande vague de privatisations a fait passer le nombre des entreprises publiques de 1 155 en 1982 à 216 en 1994⁸. L'adhésion du Mexique au GATT, en 1986, et l'accord de libre échange nord américain (ALENA), en 1994, avaient entériné la nouvelle orientation économique et politique, placée sous le signe de l'ouverture.

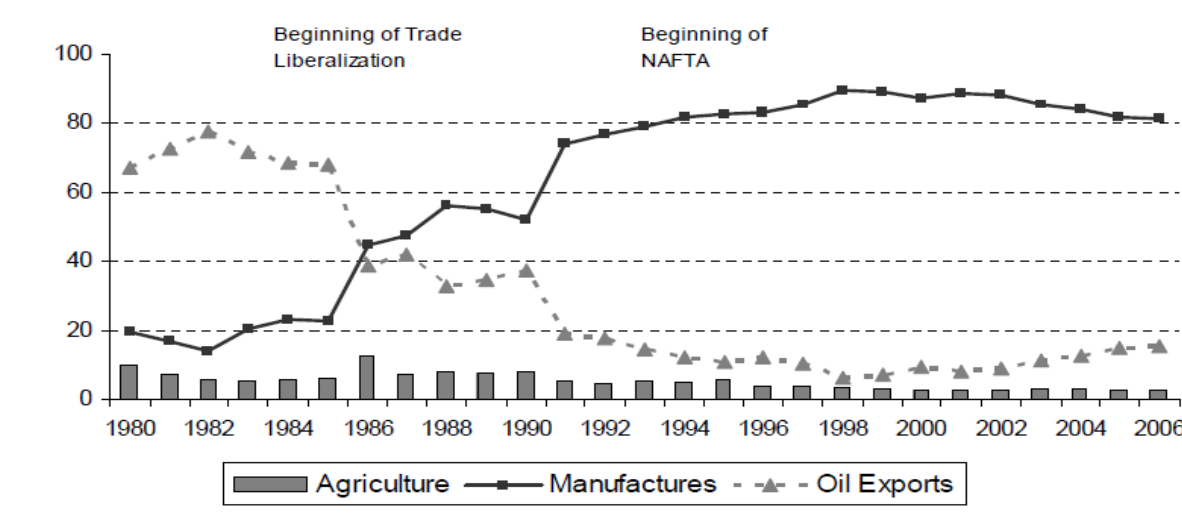
Les exportations mexicaines de produits manufacturés ont amorcé une tendance haussière au milieu des années 80. Cette tendance s'explique en partie par les processus de libéralisation des échanges amorcés durant cette période, mais elle trouve aussi ses racines dans les

⁷ MEDINA MORA, Raúl. *L'industrie du Pétrole au Mexique* In : *L'économie du Mexique d'aujourd'hui*

⁸ MUSSET Alain : *LE MEXIQUE*

programmes de développement sectoriel mis en place dans la phase d'industrialisation menée par l'État. Aussi l'Accord de Libre Echange Nord Américain (ALENA) a ouvert les portes du plus grand marché mondial (Etats-Unis) aux exportations mexicaines. En 1994, les exportations totales représentaient 16% du PIB réel du Mexique, et en 2000, la part avait plus que doublé pour atteindre 35,1%. Cette dynamique a modifié l'insertion traditionnelle du Mexique dans le commerce mondial. En effet, alors qu'à la fin des années 70, le Mexique était une économie fondamentalement exportatrice de pétrole, en 1988, les produits manufacturés fournissaient plus de 50 % de ses exportations totales (Graphique 2).

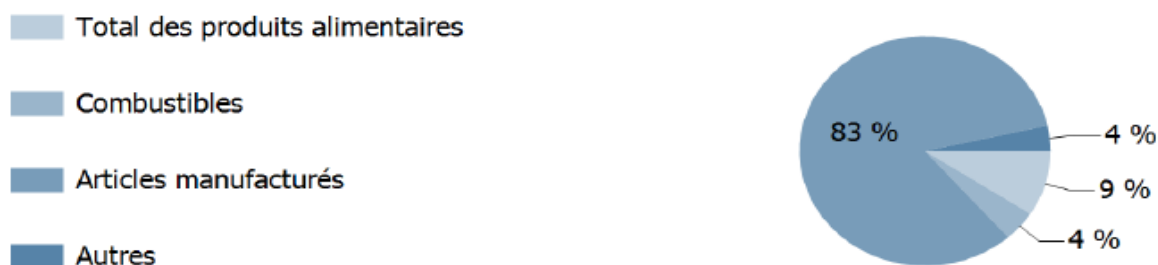
Graphique 2 : Evolution des exportations pétrolières, manufacturières et agricoles mexicaines de 1982 à 2006



Source : MORENO-BRID, Juan Carlos : *Economic Development and Industrial Performance Mexico post-NAFTA*

Cette tendance s'est confirmée ces dernières années puisque les combustibles (dont le pétrole) ne représente que 4% et les articles manufacturés voient leur part augmenter à 83% du total des exportations (Figure 2).

Figure 2 : Structure des exportations mexicaines en 2020



Source : CNUCED, profil pays 2020

Les économies émergentes disposant d'abondantes ressources naturelles recourent de plus en plus à des règles budgétaires strictes pour maîtriser leurs dépenses publiques. Des règles

budgetaires correctement conçues peuvent se révéler très bénéfiques en termes de réduction de la volatilité, d'équité entre les générations, de constitution de réserves en vue de périodes difficiles et de crédibilité politique. Au Mexique, comme c'est le cas dans plusieurs pays riches en ressources naturelles, trois fonds de stabilisation des recettes pétrolières ont été créés. Un pour l'administration fédérale, un autre pour Pemex (entreprise mexicaine chargée de l'exploitation du pétrole) et un autre pour les administrations des États. Le fonds fédéral reçoit 40 % des recettes excédentaires, le fonds Pemex et le fonds des États 25 % chacun, pour une épargne totale de 90 %, les 10 % restants étant transférés aux États à des fins d'investissement. L'épargne dans ces fonds est plafonnée, ce qui fait que les fonds mexicains cumulés sont limités comparativement à des fonds similaires en Norvège ou au Chili.

VI-Le Brésil

Le Brésil produit plus de pétrole que beaucoup de pays réputés pays pétroliers comme le Venezuela, le Qatar, l'Algérie, la Libye et bien d'autres. La tendance à la hausse de la production brésilienne de pétrole est bien nette et continue depuis les années 80. Néanmoins, le Brésil a longtemps été un importateur net de pétrole, ce n'est qu'à partir de 2016 que sa production a excédé sa consommation de cette ressource. Ceci peut, probablement, s'expliquer par des découvertes d'importants gisements pré-sel ou antésalifères depuis 2008⁹. Les réserves prouvées de pétrole du Brésil étaient estimées, à la fin 2019, à 12,7 milliards de barils soit 12 années de production au rythme de 2019. Ces réserves classaient le Brésil au 15e rang mondial avec 0,7 % du total mondial. Entre 2009 et 2019, le Brésil produisait, en moyenne, 2,34 millions de barils par jour ; ce qui le classe au 11e rang mondial avec 3,4 % de la production mondiale.

Le Brésil est aussi un grand consommateur de pétrole. Avec une consommation moyenne de 2,447 millions de barils par jour, sur la période 2009-2019, il est le sixième consommateur mondial durant cette période. Ce haut niveau de consommation est dû à une forte population (plus de 211 millions en 2019) et à une industrialisation accrue du pays.

Le processus d'industrialisation du Brésil remonte aux années 30 avec l'accession au pouvoir de Getulio Vargas. Entre 1930 et 1954, celui-ci a jeté les bases d'une grande industrie nationale. Prenant exemple sur le New Deal de Franklin D. Roosevelt, il a lancé une politique de grands travaux et d'aménagement du territoire. Juscelino Kubitschek, président entre 1956-1960, poursuivit le processus de modernisation et d'industrialisation par substitution aux importations (ISI), il a fait de l'industrie automobile le fer de lance de sa stratégie de développement économique¹⁰.

L'économie brésilienne commence à manifester des signes d'essoufflement dès le début des années 1960 : la poursuite du processus de substitution d'importation tend à impliquer de plus en plus de secteurs à forte intensité de capital ce qui accentue les besoins de financement externes du pays. Les dirigeants brésiliens ont mis en œuvre un train de réformes caractérisé par une austérité monétaire, exemptions fiscales diverses, déduction du bénéfice imposable de certaines dépenses touchant l'exportation, facilités de crédit, simplifications administratives... Les résultats de ces réformes étaient surprenants : l'économie brésilienne a fait preuve d'un dynamisme économique exceptionnel : la croissance moyenne de 1968 à 1974 était de 11%. Le secteur manufacturier, désormais tourné vers l'exportation, constituait le moteur de l'expansion économique (taux de croissance annuel moyen de 13%). De 1966 à 1973 la valeur

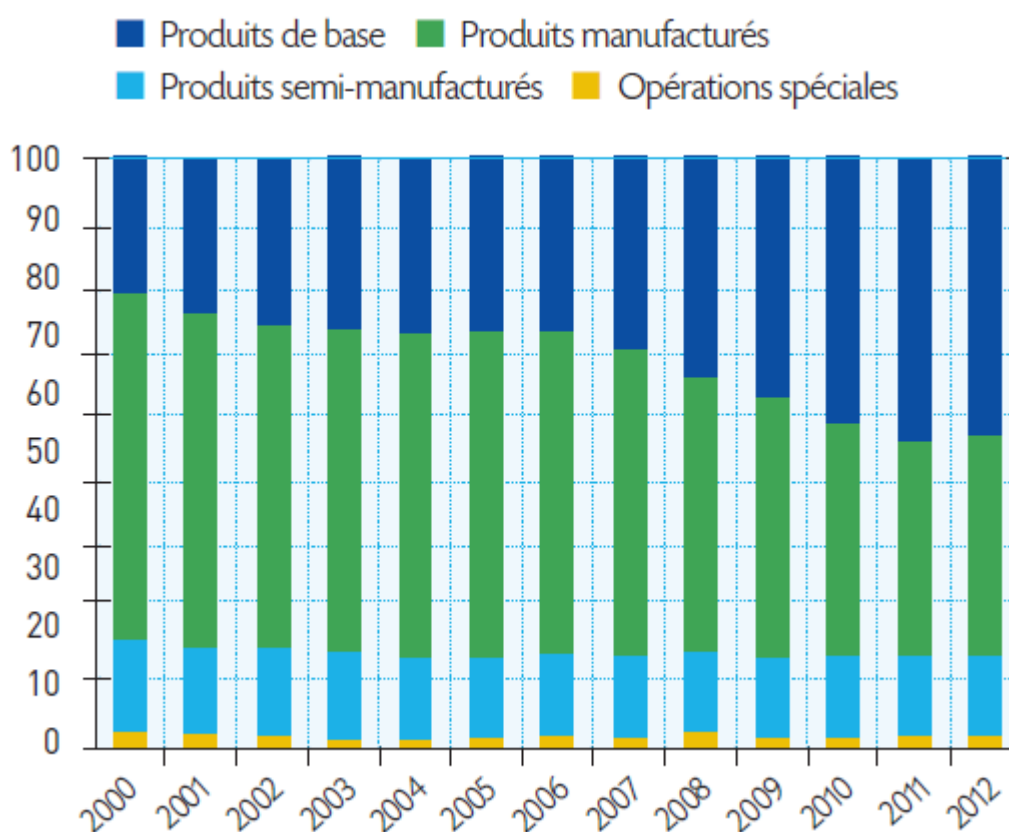
⁹ Les champs (pétrolifères ou gaziers) dits **pré-sel** se situent dans la croûte terrestre, sous des couches de **sel**, à environ 7 000 m de profondeur, et sont très difficiles à exploiter

¹⁰ THIEBAULT, Jean-Louis : *Comment les pays émergents se sont-ils développés économiquement ? La perspective de l'économie politique.*

des exportations de produits manufacturés augmente au taux annuel moyen de 38.5%, un taux de croissance qui n'est surpassé que par la Corée (50%), Taïwan (47%) et Singapour (42%)¹¹. Fortement tributaire des importations de pétrole, le Brésil a été sévèrement affecté par le choc pétrolier de 1973-1974. La décennie des années 1980 est celle de la dette publique externe et de son remboursement, de la crise et de l'hyperinflation de longue durée, de la montée des inégalités et de la pauvreté. Cette décennie fut celle de la réorganisation de l'économie mondiale. Les pays en développement ne parvenaient plus à faire face à leurs dettes : d'où un réajustement négatif. Cette période a été caractérisée par la stagnation, une croissance économique par tête nulle, des taux d'intérêt très élevés et l'augmentation de la dette. La situation économique a périclité, jusqu'en 2002, quand le Brésil a pu se réinsérer dans l'économie mondiale avec une nouvelle vigueur, et prendre une place plus grande dans le commerce international.

L'examen de l'évolution de la structure des exportations brésiliennes de 2000 à 2012 fait apparaître un net regain de la part des produits de base.

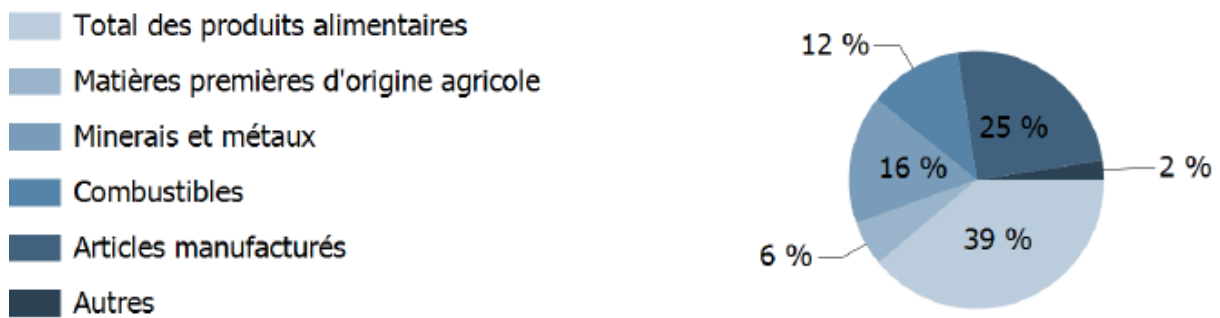
Graphique 3 : Composition des exportations brésiliennes de 2000 à 2012



Source : CHAUVIN Sophie : *Où en est l'économie brésilienne ?*

Cette tendance semble se confirmer en 2020. Les matières premières d'origine agricole, les minerais et métaux et les combustibles cumulent un taux de 34% (Figure 3).

¹¹ ALBERT Alain et A. CRENER Maxime : *Les nouveaux pays industrialisés : Stratégies de développement industriel le cas de la Corée du Sud et du Brésil*

Figure 3 : Structure des exportations brésiliennes en 2020

Source : CNUCED, profil pays 2020

DELGADO¹² estime que l'actuelle insertion de l'économie brésilienne est clairement défavorable aux exportations industrielles (haute technologie et forte valeur ajoutée) et tend à favoriser une « primarisation » de l'économie. Aujourd'hui, on annonce de nouveaux gisements de pétrole en mer (« pré-sal »), avec d'immenses possibilités. Mais cela signifie une « primarisation » accrue, à l'inverse de la situation des années 70, lors de l'industrialisation. La compétitivité exportatrice tient aujourd'hui à des avantages comparatifs naturels, plus qu'à la production industrielle. La priorité affichée, c'est le pétrole. C'est encore un produit brut, même s'il implique un long processus industriel pour son exploitation et sa commercialisation.

VII- L'Inde

Selon les données de la Banque Mondiale, l'Inde était en 2021 sixième puissance économique mondiale avec un produit intérieur brut supérieur à 2660 Milliards en dollars courants. La croissance a atteint une moyenne proche de 7% entre 2010 et 2019. Avec une population de 1,38 milliard d'habitants, l'Inde est la deuxième puissance démographique, après la Chine. Le gouvernement indien se doit de soutenir durablement son industrialisation et sa croissance économique pour répondre aux attentes de sa population en matière d'emplois et de revenus. Suivant l'exemple de sa rivale asiatique (la Chine), l'Inde aspire à émerger sur la scène mondiale et attirer les capitaux étrangers dans de nombreux secteurs à travers sa politique du Make in India menée depuis 2014.

Malgré les difficultés à gérer un pays de plus d'un milliard d'habitants et d'une extrême diversité ethnique, religieuse et linguistique, le gouvernement indien sous la direction de Modi depuis 2014, a introduit un ensemble de réformes qui ont eu un effet bénéfique sur l'économie. Les plus remarquables de ces réformes ont été l'introduction de la GST (Goods and Services Tax), l'équivalent de la TVA, unifiée sur tout le territoire, la mise en place d'un ensemble de mesures de simplification administrative et la démonétisation qui a permis d'accroître de 50 % le nombre des contribuables et de 80 % celui des transactions électroniques¹³.

Une croissance économique soutenue est sous-tendue d'une consommation énergétique grandissante. En effet, l'Inde est actuellement le troisième plus grand consommateur mondial d'énergie. La faiblesse relative des dotations en ressources énergétiques, place la question de l'indépendance énergétique comme une priorité principale du gouvernement. Si celui-ci

¹² DELGADO Guilherme : *Perspectives économiques, le cas du Brésil*

¹³ BARJOT Dominique : *L'ascension économique de l'Asie : quels facteurs ? Quels modèles ?*

entend développer les énergies renouvelables dans le futur, sa politique en matière d'énergies fossiles traduit sa ferme intention de prioriser l'avenir économique du pays à court terme¹⁴.

Les réserves prouvées de pétrole de l'Inde étaient estimées par BP à 4,5 milliards de barils, fin 2020, soit près de 16 années de production au rythme de 2020. Ces réserves représentaient seulement 0,3 % du total mondial. Elles ont décliné de 2,2 % depuis 2009. Entre 2009 et 2019, l'Inde a produit en moyenne 889 milliers de barils de pétrole par jour. Elle ne représente que 1 % de la production mondiale.

En 2020, l'Inde a consommé 4669 millions de barils par jour de pétrole. Elle se classe au 3e rang mondial avec 5,3 % de la consommation mondiale, derrière les États-Unis (19,4 %) et la Chine (16%). Sa production couvre seulement 16,5 % de sa consommation. La consommation augmente rapidement et la production progresse moins vite et n'a jamais réussi à satisfaire la demande. L'Inde est donc obligée d'importer massivement.

L'écart entre la consommation et la production s'élargit, et l'Agence internationale de l'énergie prévoit que la demande va s'accroître du fait du développement des transports et de l'industrie. Afin d'atténuer cette dépendance aux importations, le gouvernement encourage les compagnies indiennes à acquérir des participations dans des gisements à l'étranger afin de sécuriser les approvisionnements ; ces compagnies ont donc acquis des participations dans des gisements de pétrole en Amérique du Sud, en Afrique, dans le Sud-est asiatique et dans la région de la mer Caspienne, mais la majeure partie des importations continue à provenir du Moyen-Orient.

Il apparaît clairement que l'Inde n'est pas l'exemple de pays dont il convient de s'inspirer pour s'affranchir de la dépendance à la rente pétrolière. Certes, l'Inde a une production significative de pétrole mais sa forte croissance économique et sa forte démographie font que ce pays n'a jamais pu réaliser son autosuffisance en cette énergie. Sa position, lorsqu'on confronte production et consommation de pétrole, est structurellement déficitaire ce qui en fait un importateur net de l'or noir.

VIII- L'Indonésie

Il est souvent fait référence à l'Indonésie lorsqu'on souhaite parler d'un pays riche en ressources naturelles (notamment les hydrocarbures) ayant réussi à diversifier son économie et à échapper au piège de la rente. Ce pays de l'Asie du Sud-Est, est abondamment doté de ressources naturelles très diverses, c'est un grand exportateur de charbon vapeur, d'étain raffiné, d'or, de bauxite, de plomb, de zinc et de cuivre. Il se classe au premier rang des producteurs et exportateurs d'huile de palme et il est en deuxième position pour la production de caoutchouc, de café robusta et de produits de la pêche. L'industrie du pétrole et du gaz bien qu'en déclin continue d'être un important pourvoyeur de devises pour l'archipel.

L'Indonésie enregistre une croissance considérable à partir du début des années 90 ce qui lui vaut le qualificatif de pays émergent. Son PIB a été multiplié par 10 entre 1990 et 2019. La crise financière de 1998 en Asie et la crise financière mondiale (2008) n'ont eu qu'un effet éphémère sur l'économie indonésienne qui a gagné en résilience. La baisse des prix des produits de base a pesé sur les revenus et les recettes publiques, mais le PIB a continué à croître à un taux avoisinant les 5%.

La découverte du pétrole en Indonésie remonte à la fin du XXI siècle. Aeilko Jans Zijlker un planteur de tabac à Java, originaire des Pays Bas, était le premier à découvrir en 1885 un

¹⁴ HACHE Emmanuel et SIMOEN Marine: *Inde : les défis de l'industrialisation et de la dépendance énergétique dans un contexte de changement climatique*

premier véritable gisement de pétrole en Indonésie dans le nord de Sumatra. Cette découverte marque le début de l'histoire du pétrole en Indonésie ¹⁵.

L'année du décès de A.J. Zijlker (1890) est aussi celle de la création de la compagnie qui allait poursuivre son oeuvre, la « Royal Dutch Petroleum Company », société qui allait plus tard donner naissance à l'un des plus grands groupes pétroliers dans le monde, le groupe Royal Dutch Shell, ou plus simplement « La Shell ». Ce groupe, né de la découverte de A.J. Zijlker, allait dominer l'histoire pétrolière de l'Indonésie jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale. La fin de la deuxième guerre mondiale marque aussi le passage de l'Indonésie de la dominance hollandaise à l'indépendance. Celle-ci, proclamée le 17 août 1945 par Soekarno et Hatta, ne fut totalement consolidée qu'en décembre 1949, après quatre années de troubles et de combats.

Dans les années 1970, d'importantes découvertes pétrolières avaient fait de l'Indonésie un important producteur (Graphique n°1) et exportateur de pétrole. Le double boom pétrolier a fortement stimulé son développement. Le contre choc pétrolier au milieu des années 80, la récession mondiale et la chute des cours des matières premières ont contraint le pays à revoir sa stratégie et à faire appel au FMI. Ce dernier imposa une vigoureuse politique de libéralisation et d'ajustement, qui accélère la transition vers l'économie de marché.

La part de l'Indonésie dans la production mondiale de pétrole ainsi que dans les réserves prouvées mondiales ne cesse de décroître depuis la fin des années 80 (Tableau 4).

Tableau 4 : Place de l'Indonésie au plan des réserves et de la production

	Réserves prouvées de pétrole de l'Indonésie en pourcentage des réserves prouvées mondiales (%)	Production de l'Indonésie en pourcentage de la production mondiale (%)
1938	-	2,88
1950	-	1,27
1955	-	1,55
1960	2,65	1,99
1965	1,63	1,61
1970	2,12	1,86
1975	1,47	2,45
1980	1,16	2,65
1999	0,4	-
2009	0,28	1,22
2019	0,14	0,82

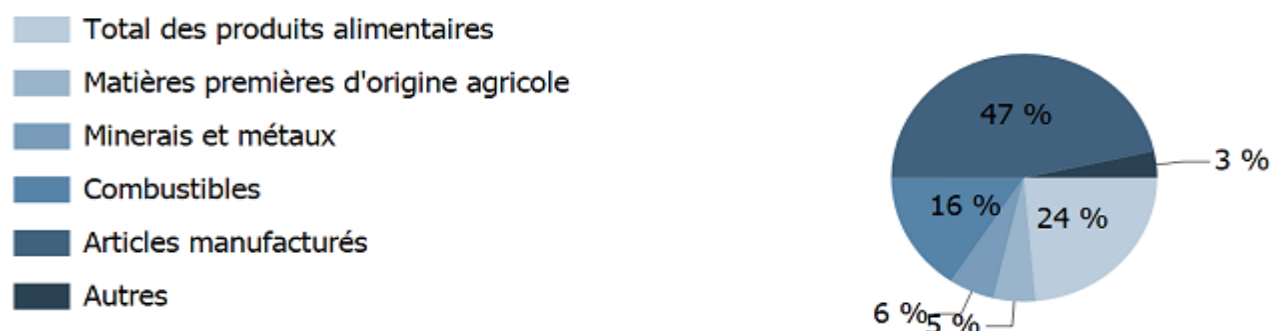
Source : Bauquis Pierre-René. Cent années d'industrie pétrolière en Indonésie (1885-1985). Et calcul des auteurs sur la base des données de BP pour les années 1999, 2009 et 2019

La chute du prix du pétrole en 1986 contraint l'Indonésie à appliquer les recommandations de la Banque mondiale et du FMI : développement d'industries d'exportation, réduction des dépenses de l'État, déréglementation du secteur financier, privatisation. Le gouvernement encourage, par une nouvelle loi, l'investissement privé dans les industries d'exportation et les ouvre à l'investissement étranger. Une série de mesures dérègle le secteur bancaire et met fin à de nombreux monopoles. Cette libéralisation produit un boom de l'investissement étranger, notamment dans les industries d'exportation.

D'après les données de la Banque mondiale, la part des produits manufacturés dans les recettes d'exportation de marchandises de l'Indonésie bondit de 2 % en 1980 à 46 % en 2020 (Figure n°4). Inversement la part du pétrole dans les exportations diminue, le pays est d'ailleurs devenu importateur net de pétrole au début des années 2000.

¹⁵ BAUQUIS Pierre-René : *Cent années d'industrie pétrolière en Indonésie (1885-1985)*.

Figure 4 : Structure des exportations de marchandises de l'Indonésie en 2020



Source : CNUCED, profil pays 2020

L'Indonésie adhère à l'OPEP en 1962 puis la quitte en 2008, les dirigeants de l'époque estimaient que leurs intérêts ne sont plus les mêmes que ceux de l'Organisation. La production indonésienne de l'or noir a chuté et le pays consomme plus de pétrole qu'il n'en produit. Devenu importateur net de l'or noir, la facture pétrolière était devenue très lourde pour l'archipel asiatique. Ses intérêts divergeaient totalement de ceux des autres pays de l'OPEP, qui avaient au contraire intérêt à un prix du baril le plus élevé possible. Le statut de grand pays producteur est révolu, notamment parce que la plupart des réserves indonésiennes, exploitées depuis les années 1970, s'épuisent naturellement. L'exploitation des nouvelles découvertes est plus difficile techniquement et plus coûteuse financièrement.

Le retour de l'Indonésie au cartel pétrolier au début 2016 peut paraître paradoxal. L'archipel consomme plus qu'il ne produit de pétrole : les gisements s'épuisent, les réserves prouvées sont faibles et les besoins en énergie grandissent à cause d'une forte démographie et d'une économie, très diversifiée par rapport aux économies des autres membres de l'OPEP.

Néanmoins, cette réintégration au cartel pétrolier permettrait à l'archipel de renouer les liens avec des fournisseurs potentiels et avoir un accès privilégié à un pétrole pas cher. Ce nouveau rapprochement est aussi une opportunité pour Jakarta de créer des partenariats avec les producteurs du Moyen-Orient pour le développement de ses gisements de gaz, gaz de schiste et gaz de houille, dont l'archipel asiatique regorge, au contraire du pétrole dont les gisements s'épuisent.

La baisse du poids de l'Indonésie dans la production et les réserves mondiales des hydrocarbures s'est accompagnée sur le plan interne par une baisse de la part des revenus du pétrole et du gaz dans les revenus de l'Etat indonésien. Les revenus fiscaux et non fiscaux du secteur pétro-gazier enregistrent une baisse tendancielle, en proportion des recettes budgétaires totales, depuis le milieu des années 80 (Tableau 5).

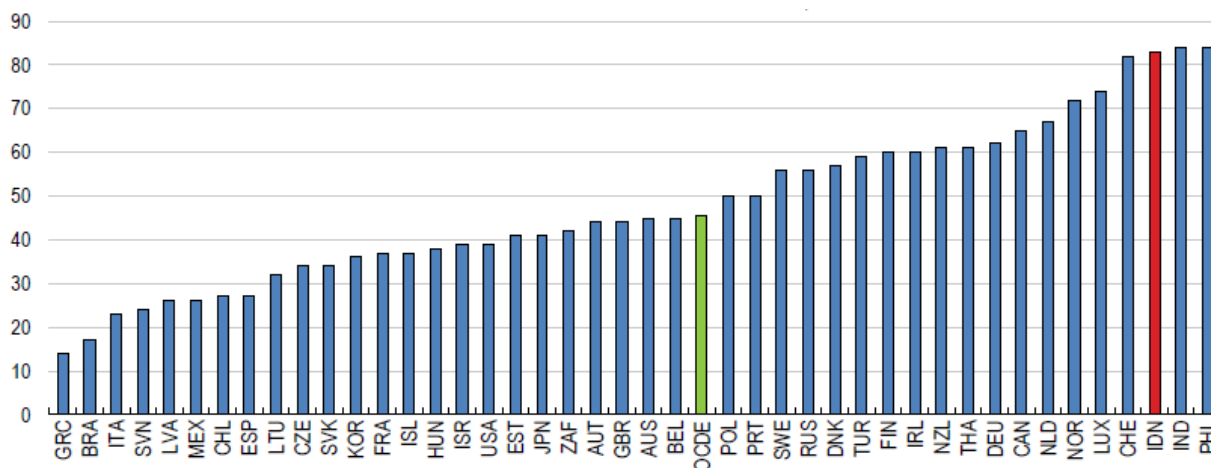
Tableau 5 : Part des revenus du pétrole et du gaz dans les revenus de l'Etat indonésien

	1965	1970	1975	1980	1985	1990-2000	2000-2010	2011-2015
Pétrole et gaz en pourcentage des revenus domestiques de l'Etat indonésien	5%	31%	56%	63%	64%	31%	21%	12,5%

Source : Bauquis Pierre-René. Cent années d'industrie pétrolière en Indonésie (1885-1985) Et DALI Slim : Indonésie : des réformes pour répondre aux enjeux de développement

Grâce à des politiques publiques efficaces l'expansion économique est constante, la croissance économique est solide (avoisine 5 % par an depuis 2013), les taux de pauvreté et les inégalités sont en repli et l'accès aux services publics se développe. La confiance dans les autorités nationales est supérieure à ce qu'elle est dans de nombreux pays développés réputés pour être démocratiques (Etats Unis, France, Belgique,...) (Graphique 4).

Graphique 4 : Confiance dans les autorités nationales en Indonésie en 2017 (en %)



Source : OCDE : Études économiques de l'OCDE, Indonésie octobre 2018

Dans de nombreux pays en développement, l'abondance de ressources naturelles a été mal exploitée, au lieu d'en faire une source de croissance économique, elle est devenue synonyme de stagnation et de dépendance. Ce phénomène est connu sous le nom de « malédiction des ressources ». L'Indonésie est considérée comme l'un des pays en développement ayant réussi à échapper à la malédiction des ressources. Les différentes phases du processus de développement de l'économie indonésienne ont abouti à la croissance significative de la valeur ajoutée de l'industrie et des services, alors que celle du secteur agricole s'est formidablement réduite.

Néanmoins, le poids des produits de base (matières premières d'origine agricole, minerais et métaux, combustibles) dans les exportations indonésiennes reste relativement élevé, il représente plus de 40% (Figure 4). A partir du milieu des années 2000, il y a eu une tendance à reprimariser le secteur productif indonésien¹⁶. Un effet d'éviction d'une partie de la valeur ajoutée manufacturière vers des segments primaires est observé. Si bien que la VA manufacturière représente aujourd'hui moins de la moitié du secteur industriel.

Conclusion

Dans cet article, on a essayé de rapporter quelques expériences de diversification économique de quelques pays producteurs de pétrole. On n'a pas pris en considération les pays développés tels que les Etats-Unis, le Canada, la Russie...vu que leur processus d'industrialisation est antérieur à l'essor du pétrole et son imposition comme énergie incontournable. Parmi les pays pétroliers en développement, le choix est porté sur ceux qui présentent une structure des exportations diversifiée, où le poids des hydrocarbures ne dépasse pas les 50% et les exportations manufacturières sont importantes.

¹⁶ DALI Slim : Indonésie : des réformes pour répondre aux enjeux de développement

Le taux de 50% pour un seul produit est très important et peut signifier une dépendance à ce produit dans une économie ordinaire. Mais lorsque l'objectif recherché est de tirer des enseignements pour une économie dépendante à plus de 90%, ce taux paraît très probant. Les pays répondant aux deux critères précités sont : les Emirats Arabes Unis, le Mexique, le Brésil, l'Inde et l'Indonésie.

Aux Emirats Arabes Unis la motivation des politiques interventionnistes était de soutenir les secteurs privés émergents, création d'un environnement propice aux affaires et à l'entrepreneuriat et l'attraction des capitaux étrangers. Les Emirats mieux que n'importe quel pays pétrolier de la région MENA ont réussi à diminuer nettement la part des hydrocarbures dans leur PIB, exportations et budget de l'Etat, néanmoins, le secteur de l'énergie demeure au centre de leur stratégie de croissance.

La proximité de la première puissance économique, l'accord de libre-échange et les programmes de développement sectoriels ont modifié l'insertion traditionnelle du Mexique dans le commerce mondial. Il est passé d'une économie fondamentalement exportatrice de pétrole, en 1988, à une économie diversifiée et exportant majoritairement des produits manufacturés (plus de 80% en 2020).

Le Brésil par contre semble faire le chemin inverse. L'insertion actuelle de l'économie brésilienne tend à favoriser une « primarisation » de l'économie. A l'inverse de la situation des années 70, lors de l'industrialisation, la compétitivité exportatrice tient aujourd'hui à des avantages comparatifs naturels, plus qu'à la production industrielle. La priorité affichée, c'est le pétrole surtout après la découverte d'importants gisements offshore.

Plusieurs facteurs concourent pour faire que l'Inde ne soit pas un exemple de pays dont il convient de s'inspirer pour s'affranchir de la dépendance à la rente pétrolière. Certes, l'Inde a une production significative de pétrole mais ses faibles réserves prouvées, sa forte croissance économique et sa forte démographie font que ce pays n'a jamais pu réaliser son autosuffisance en cette énergie et se présente toujours comme un importateur net de l'or noir.

L'Indonésie est très riche en ressources naturelles diverses, Grâce à des politiques publiques efficaces, l'Archipel a réalisé de belles performances en matière de croissance économique de réduction de la pauvreté, de l'amélioration du service public... Néanmoins, le poids des produits de base (matières premières d'origine agricole, minerais et métaux, combustibles) dans les exportations indonésiennes reste relativement élevé, il représente plus de 40%.

Si on souhaite dégager des points communs à toutes ces économies et qui ont été déterminants dans le processus de diversification, on retiendrait : les politiques publiques efficaces, l'encouragement de l'entrepreneuriat et l'attraction des capitaux étrangers et l'amélioration de la confiance dans les autorités et les institutions nationales.

Bibliographie :

- ALBERT Alain et A. CRENER Maxime : *Les nouveaux pays industrialisés : Stratégies de développement industriel, le cas de la Corée du Sud et du Brésil*, Études internationales, Volume 13, Number 2, 1982
- BARJOT, Dominique : *L'ascension économique de l'Asie : quels facteurs ? Quels modèles ?* Entreprises et histoire, n°90, 2018, p. 6-24.
- BAUQUIS Pierre-René : *Cent années d'industrie pétrolière en Indonésie (1885-1985)*. In: Archipel, volume 33, 1987. pp. 117-142
- BP : Statistical Review of World Energy 2020 | 69th edition

- CHAUVIN Sophie : « *Où en est l'économie brésilienne ?* », dans : *Où en est l'économie brésilienne ?* sous la direction de CHAUVIN Sophie. Paris Cedex 12, Agence française de développement, « MacroDev », 2014, p. 1-36.
- CNUCED, profil pays 2020
- DALI Slim : *Indonésie : des réformes pour répondre aux enjeux de développement* Macroéconomie & Développement, n° 24, Août 2017
- DELGADO, Guilherme : « *Perspectives économiques, le cas du Brésil* », Revue Projet, vol. 318, no. 5, 2010, pp. 44-51.
- Département fédéral des affaires étrangères DFAE de la confédération suisse : Rapport économique 2017-2018
- HACHE Emmanuel et SIMOEN Marine: *Inde : les défis de l'industrialisation et de la dépendance énergétique dans un contexte de changement climatique* March 2018
- KABBANI Nader, BEN MIMOUNE Nejla: *Economic Diversification in the Gulf: Time to Redouble Efforts*, Brookings Doha Center, Policy briefing / January 2021
- LERAT Serge : *Le Brésil et le pétrole*. In: Cahiers d'outre-mer. N° 164 - 41e année, Octobre-décembre 1988. pp. 317-330
- MEDINA MORA, Raúl : *L'industrie du Pétrole au Mexique* In : *L'économie du Mexique d'aujourd'hui* : Éditions de l'IHEAL, Paris, 1957
- MONBEIG, Pierre. *Préface* In : *Processus d'industrialisation et développement énergétique du Brésil*, Éditions de l'IHEAL, Paris 1966.
- MORENO-BRID, Juan Carlos : *Economic Development and Industrial Performance Mexico post-NAFTA*, Atelier national sur "Migration interne et développement au Mexique : diagnostic, perspectives et politiques", 16 avril 2007, Mexico, Mexique
- MUSSET Alain : *Le Mexique*, PUF, Troisième édition Presses Universitaires de France, Paris, 2004.
- OCDE : Études économiques de l'OCDE 2009 : *Mexique, Le Mexique peut-il mieux gérer son économie pétrolière ?*
- OCDE : Études économiques de l'OCDE, *Indonésie* octobre 2018
- SALAMA, Pierre : *Amérique latine, des années 1950 à aujourd'hui, mutations, essor et nouvelles dépendances*, Revue d'économie financière, vol. 124, no. 4, 2016, pp. 23-44.
- SCHILIRO Daniele : *Diversification and development of the United Arab Emirates' economy* in Journal of Applied Economic Sciences · August 2013
- SENAT.FR : Rapport GA 21 - Compte rendu de la visite aux Emirats Arabes Unis d'une délégation du Groupe sénatorial France-Pays du Golfe - du 9 au 16 mai 1998 -
- SHAYAH, M. Hazem : *Economic Diversification by Boosting Non-Oil Exports (Case of UAE)* Journal of Economics, Business and Management, Vol. 3, No. 7, July 2015
- Statistiques de la Banque mondiale
- THIEBAULT, Jean-Louis : *Comment les pays émergents se sont-ils développés économiquement ? La perspective de l'économie politique*, Revue internationale de politique comparée, vol. 18, no. 3, 2011, pp. 11-46.